

Service prévention des risques techniques

Arrêté Préfectoral complémentaire modifiant et complétant les dispositions relatives à la durée de l'autorisation et aux garanties financières de la carrière située aux lieux dits « Montmou » et « Derrière Montmou », exploitée par la société Calcaires Régionaux SARL à MORNAS (84)

LA PRÉFÈTE DE VAUCLUSE

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V et son article R. 181-46 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2005-03-17-0030-PREF du 17 mars 2005 autorisant la société Les Sables de Montmou SARL à exploiter une carrière implantée route d'Uchaux, Quartier Saint Loup, sur le territoire de la commune de Mornas (84 550), complété et modifié par l'arrêté du 7 novembre 2017 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2011 approuvant le schéma départemental des carrières de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 mars 2018 autorisation de changement d'exploitant au profit de la société des Calcaires Régionaux SARL ;
- VU** l'arrêté complémentaire du 11 mars 2022 portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Calcaires Régionaux SARL situées sur le territoire de la commune de Mornas, modifiant et complétant les dispositions relatives à la durée de l'autorisation et aux garanties financières ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale reçu le 19 janvier 2023. et complété le 28 août 2023 ;
- VU** le courrier de la société Calcaires Régionaux SARL du 13 février 2024 sollicitant une prolongation de quatre mois de l'autorisation d'exploiter de sa carrière de Mornas ;
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 27 février 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ; .

VU la réponse de l'exploitant du 27 février 2024 indiquant qu'il n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT la demande susvisée de prolongation de quatre mois de l'autorisation actuelle faite par la société Calcaires Régionaux SARL ;

CONSIDÉRANT que cette demande vise à poursuivre les opérations de remise en état de la carrière sur le périmètre déjà autorisé, ainsi que l'activité de négoce des granulats, dans l'attente de l'aboutissement de l'instruction du dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne sollicite pas l'autorisation de reprendre les opérations d'extraction arrêtées depuis le 17 mars 2022, dans l'attente du renouvellement de son autorisation d'exploiter en cours d'instruction ;

CONSIDÉRANT que cette demande de prolongation est recevable et n'implique pas de nuisances supplémentaires ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs » pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

CONSIDÉRANT que, toutefois, les dispositions de l'arrêté du 17 mars 2005 susvisé doivent être modifiées ou complétées pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1er

La société Calcaires Régionaux SARL, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé quartier de La Salle à Bouc-Bel-Air (13 320), est tenue de se conformer, pour sa carrière située route d'Uchaux, Quartier Saint Loup à Mornas (84 550), aux lieux-dits « Montmou » et « Derrière Montmou Ouest », de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Article 2 – Modification de l'article 3 de l'arrêté n°SI2005-03-17-0030-pref du 17 mars 2005 modifié

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n°SI2005-03-17-0030-pref du 17 mars 2005 modifié sont remplacées par les suivantes :

« **Article 3 : Caractéristiques de l'autorisation**

La superficie globale du projet couvre 23,55 ha.

Les parcelles concernées par le renouvellement sont les suivantes :

Numéro	Section	Superficie en ha
142(p), 143(p), 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226 et 1353	A	22,1

Les parcelles concernées par l'extension sont les suivantes :

Numéro	Section	Superficie en ha
227, 228, 229, 230 et 231(p)	A	1,45

L'autorisation est accordée pour une durée de dix-neuf ans et quatre mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle vaut pour une production moyenne de 40 000 tonnes par an (maximale de 50 000 tonnes). Les opérations d'extraction de matériaux sont arrêtées à compter du 18 mars 2022.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire ».

Article 3 – Modification de l'article 5 de l'arrêté n° SI2005-03-17-0030-PREF du 17 mars 2005

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° SI2005-03-17-0030-PREF du 17 mars 2005 sont remplacées par les suivantes :

« **Article 5 : Garanties financières**

Le montant des garanties financières pour la période du 18 mars 2024 au 17 juillet 2024 s'élève à 496 587 € (indice TP 01 base 2010 novembre 2023 de 130,3).

Le montant des garanties financières sera réactualisé à l'initiative de l'exploitant tous les 5 ans et lorsqu'il y aura une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.

La levée de l'obligation des garanties financières est conditionnée par la notification de fin de travaux qui interviendra au moins 6 mois avant l'échéance du présent arrêté et sera accompagnée d'un dossier établi conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement. »

L'acte de cautionnement relatif aux garanties financières est transmis à Madame la Préfète dans un délai de quinze jours suivant la notification du présent arrêté.

Article 4: Mesures de publicité :

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MORNAS et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mornas pendant une durée minimum d'un mois ; Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressée par les soins du maire de Mornas.

L'arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse.

Article 5 : Voies et délais de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 Avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09.

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet, d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés.

Article 6 : Application :

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, la maire de Mornas, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par le SPRT.

Avignon le 1^{er} Mars 2024

Pour la préfète
La secrétaire générale

signé : Sabine ROUSSELY